

**Gazette**  
officielle

<sup>DU</sup>  
**Québec**

**Partie**

**2**

**N° 7A**

14 février 2013

## **Lois et règlements**

145<sup>e</sup> année

### **Sommaire**

Table des matières  
Projets de règlement  
Index

Dépôt légal – 1<sup>er</sup> trimestre 1968  
Bibliothèque nationale du Québec  
© Éditeur officiel du Québec, 2013

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.  
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,  
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

# AVIS AUX USAGERS

---

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le Centre de services partagés du Québec (chapitre C-8.1.1) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* (chapitre C-8.1.1, r. 1). La Partie 1, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant. La Partie 2 « Lois et règlements » et sa version anglaise Part 2 « Laws and Regulations » sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

Partie 2 — LOIS ET RÈGLEMENTS

## Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est disponible le mercredi à 0 h 01 dans Internet, à l'adresse suivante :

[www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca](http://www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca)

La *Gazette officielle du Québec* publiée sur le site internet est accessible gratuitement à tous.

## Contenu

La Partie 2 contient :

1° les lois sanctionnées avant leur publication dans le recueil annuel des lois;

2° les proclamations des lois;

3° les règlements adoptés par le gouvernement, un ministre ou un groupe de ministres ainsi que les règlements des organismes gouvernementaux et des organismes parapublics visés par la Charte de la langue française (chapitre C-11) qui, pour entrer en vigueur, sont soumis à l'approbation du gouvernement, d'un ministre ou d'un groupe de ministres;

4° les décrets du gouvernement, les décisions du Conseil du trésor et les arrêtés ministériels dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement;

5° les règlements et les règles adoptés par un organisme gouvernemental qui, pour entrer en vigueur, ne sont pas soumis à l'approbation du gouvernement, d'un ministre ou d'un groupe de ministres, mais dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement;

6° les règles de pratique adoptées par les tribunaux judiciaires et quasi judiciaires;

7° les projets des textes mentionnés au paragraphe 3° dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi avant leur adoption ou leur approbation par le gouvernement.

## Édition anglaise

À l'exception des décrets du gouvernement mentionnés au paragraphe 4°, lesquels sont publiés exclusivement en version française, l'édition anglaise de la *Gazette officielle du Québec* contient le texte anglais intégral des documents mentionnés plus haut.

## Tarif \*

1. Abonnement annuel :

	Version papier
Partie 1 « Avis juridiques » :	475 \$
Partie 2 « Lois et règlements » :	649 \$
Part 2 « Laws and Regulations » :	649 \$

2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la *Gazette officielle du Québec* : 10,15 \$.

3. Publication d'un avis dans la Partie 1 : 1,63 \$ la ligne agate.

4. Publication d'un avis dans la Partie 2 : 1,08 \$ la ligne agate. Un tarif minimum de 239 \$ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate.

\* **Les taxes ne sont pas comprises.**

## Conditions générales

Les manuscrits doivent être reçus à la Division de la *Gazette officielle du Québec* **au plus tard à 11 h le lundi** précédant la semaine de publication. Les demandes reçues après ce délai sont publiées dans l'édition subséquente. Toute demande doit être accompagnée d'un manuscrit signé. De plus, chaque avis à paraître doit être accompagné de sa version électronique. Cette version doit être acheminée par courrier électronique à l'adresse suivante : [gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca](mailto:gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca)

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec :

**Gazette officielle du Québec**  
**1000, route de l'Église, bureau 500**  
**Québec (Québec) G1V 3V9**  
**Téléphone : 418 644-7794**  
**Télécopieur : 418 644-7813**  
**Internet : [gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca](mailto:gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca)**

## Abonnements

Pour s'abonner à la version papier de la *Gazette officielle du Québec* veuillez communiquer avec le service à la clientèle.

**Les Publications du Québec**  
Service à la clientèle – abonnements  
1000, route de l'Église, bureau 500  
Québec (Québec) G1V 3V9  
Téléphone : 418 643-5150  
Sans frais : 1 800 463-2100  
Télécopieur : 418 643-6177  
Sans frais : 1 800 561-3479

**Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.**

---

## Table des matières

**Page**

---

### Projets de règlement

---

Partage de certains renseignements de santé, Loi concernant le... — Autorisations d'accès et la durée d'utilisation des renseignements contenus dans une banque de renseignements de santé d'un domaine clinique .....	445A
--	------



## Projets de règlements

### Projet de règlement

Loi concernant le partage de certains renseignements de santé (chapitre P-9.0001)

#### Autorisations d'accès et durée d'utilisation des renseignements de santé

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de Règlement sur les autorisations d'accès et la durée d'utilisation des renseignements contenus dans une banque de renseignements de santé d'un domaine clinique, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le ministre de la Santé et des Services sociaux à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement a essentiellement pour objet de :

1. déterminer les autorisations d'accès qui peuvent être attribuées à un intervenant visé à la Loi concernant le partage de certains renseignements de santé (chapitre P-9.0001), selon l'ordre professionnel auquel il appartient, sa spécialité, ses fonctions ou l'actif informationnel auquel il peut avoir accès;
2. déterminer les autorisations d'accès qui peuvent être attribuées à un organisme visé à cette loi, selon les services qu'il dispense ou l'actif informationnel auquel il peut avoir accès;
3. prescrire la durée d'utilisation des renseignements de santé contenus dans une banque de renseignements de santé d'un domaine clinique.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur John Gauvreau, Bureau de programme pour l'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux, ministère de la Santé et des Services sociaux, 1075, chemin Sainte-Foy, 16<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1S 2M1, tél. : 418 266-6923, télécopieur : 418 266-4616, courrier électronique : john.gauvreau@msss.gouv.qc.ca

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours, au ministre de la Santé et des Services sociaux, 1075, chemin Sainte-Foy, 15<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1S 2M1.

*Le ministre de la Santé et des Services sociaux,*  
RÉJEAN HÉBERT

### Règlement sur les autorisations d'accès et la durée d'utilisation des renseignements contenus dans une banque de renseignements de santé d'un domaine clinique

Loi concernant le partage de certains renseignements de santé (chapitre P-9.0001, a. 70, 72, 110 et 121)

#### SECTION I

#### AUTORISATIONS D'ACCÈS POUVANT ÊTRE ATTRIBUÉES À UN INTERVENANT

**1.** Un médecin visé au paragraphe 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup> de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1<sup>o</sup> le domaine médicament;
- 2<sup>o</sup> le domaine laboratoire;
- 3<sup>o</sup> le domaine imagerie médicale.

Un tel intervenant peut également se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de :

- 1<sup>o</sup> communiquer au gestionnaire opérationnel du système de gestion des ordonnances électroniques de médicaments toute ordonnance électronique de médicament qu'il rédige;
- 2<sup>o</sup> recevoir communication des ordonnances contenues dans ce système.

Le titulaire d'une carte de stage, délivrée par le secrétaire du Collège des médecins du Québec, visé au paragraphe 9<sup>o</sup> de l'article 69 de la Loi ou le titulaire d'une autorisation, délivrée par le Collège des médecins en application de l'article 42.4 du Code des professions (chapitre C-26), visé au paragraphe 10<sup>o</sup> de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer les mêmes autorisations d'accès.

**2.** Un pharmacien visé au paragraphe 3<sup>o</sup> ou 4<sup>o</sup> de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1<sup>o</sup> le domaine médicament;

2° le domaine laboratoire;

3° le domaine imagerie médicale.

Un tel intervenant peut également se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de :

1° communiquer au gestionnaire opérationnel du système de gestion des ordonnances électroniques de médicaments toute ordonnance électronique de médicament qu'il rédige;

2° recevoir communication des ordonnances contenues dans ce système;

3° récupérer une ordonnance contenue dans ce système.

Un résident ou un stagiaire en pharmacie visé au paragraphe 11° ou 12° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer les mêmes autorisations d'accès.

**3.** Une infirmière ou un infirmier visé au paragraphe 5° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1° le domaine médicament;

2° le domaine laboratoire;

3° le domaine imagerie médicale.

Un tel intervenant, légalement habilité à prescrire des médicaments, peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de :

1° communiquer au gestionnaire opérationnel du système de gestion des ordonnances électroniques de médicaments toute ordonnance électronique de médicament qu'il rédige;

2° recevoir communication des ordonnances contenues dans ce système.

**4.** Une infirmière ou un infirmier auxiliaire visé au paragraphe 6° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1° le domaine médicament;

2° le domaine laboratoire;

3° le domaine imagerie médicale.

**5.** Une sage-femme visée au paragraphe 7° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1° le domaine médicament;

2° le domaine laboratoire;

3° le domaine imagerie médicale.

Un tel intervenant peut également se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de :

1° communiquer au gestionnaire opérationnel du système de gestion des ordonnances électroniques de médicaments toute ordonnance électronique de médicament qu'il rédige;

2° recevoir communication des ordonnances contenues dans ce système.

**6.** Un biochimiste ou un microbiologiste visé au paragraphe 8° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1° le domaine médicament;

2° le domaine laboratoire.

**7.** Une personne qui rend des services de soutien technique à un médecin et qui est visée au paragraphe 13° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1° le domaine médicament;

2° le domaine laboratoire;

3° le domaine imagerie médicale.

**8.** Une personne qui rend des services de soutien technique à un pharmacien et qui est visée au paragraphe 14° de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1° le domaine médicament;

2° le domaine laboratoire;

3<sup>o</sup> le domaine imagerie médicale.

Un tel intervenant peut également se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de :

1<sup>o</sup> recevoir communication des ordonnances contenues dans le système de gestion des ordonnances électroniques de médicaments;

2<sup>o</sup> récupérer une ordonnance contenue dans ce système.

**9.** Un archiviste médical visé au paragraphe 15<sup>o</sup> de l'article 69 de la Loi peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1<sup>o</sup> le domaine médicament;

2<sup>o</sup> le domaine laboratoire;

3<sup>o</sup> le domaine imagerie médicale.

**10.** Les autorisations d'accès pouvant être attribuées aux intervenants visés à la présente section le sont conformément aux conditions et modalités prévues par la Loi.

## SECTION II AUTORISATIONS D'ACCÈS POUVANT ÊTRE ATTRIBUÉES À UN ORGANISME

**11.** Un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de communiquer des renseignements au gestionnaire opérationnel d'une banque de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1<sup>o</sup> le domaine médicament, pourvu que cet établissement exploite un centre où exerce un pharmacien;

2<sup>o</sup> le domaine laboratoire, pourvu que cet établissement exploite un laboratoire de biologie médicale ou qu'il demande la production d'analyse de laboratoire auprès du laboratoire d'Héma-Québec, du laboratoire du Centre de toxicologie du Québec ou du Laboratoire de santé publique du Québec;

3<sup>o</sup> le domaine imagerie médicale, pourvu que cet établissement exploite un centre dans lequel est formé un département clinique de radiologie.

Un tel organisme peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1<sup>o</sup> le domaine médicament;

2<sup>o</sup> le domaine laboratoire;

3<sup>o</sup> le domaine imagerie médicale.

Le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5) peut, aux mêmes conditions, se voir attribuer de telles autorisations d'accès.

**12.** Une personne ou une société qui exploite une pharmacie communautaire peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de communiquer des renseignements au gestionnaire opérationnel d'une banque de renseignements de santé du domaine médicament.

Un tel organisme peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1<sup>o</sup> le domaine médicament;

2<sup>o</sup> le domaine laboratoire;

3<sup>o</sup> le domaine imagerie médicale.

**13.** Une personne ou une société qui exploite un laboratoire de biologie médicale, au sens du Règlement d'application de la Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes et des tissus et la disposition des cadavres (chapitre L-0.2, r. 1), peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de communiquer des renseignements au gestionnaire opérationnel d'une banque de renseignements de santé du domaine laboratoire.

**14.** Une personne ou une société qui exploite un laboratoire d'imagerie générale ou un laboratoire de radiologie diagnostique spécifique à la médecine, au sens, respectivement, de la Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes et des tissus et la disposition des cadavres (chapitre L-0.2) et du Règlement d'application de la Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes et des tissus et la disposition des cadavres peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de communiquer des renseignements au gestionnaire opérationnel d'une banque de renseignements de santé du domaine imagerie médicale.

**15.** Une personne ou une société qui exploite un cabinet privé de médecin ou un centre médical spécialisé visé à l'article 333.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

- 1° le domaine médicament;
- 2° le domaine laboratoire;
- 3° le domaine imagerie médicale.

**16.** Une agence de la santé et des services sociaux visée par la Loi sur les services de santé et les services sociaux qui, en application de l'article 520.3.1. de cette loi, héberge, pour le compte d'un établissement, des renseignements de santé, peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de communiquer ces renseignements au gestionnaire opérationnel d'une banque de renseignements de santé des domaines cliniques suivants :

1° le domaine médicament, pourvu que l'établissement pour lequel l'agence héberge des renseignements exploite un centre où exerce un pharmacien;

2° le domaine laboratoire, pourvu que l'établissement pour lequel l'agence héberge des renseignements exploite un laboratoire de biologie médicale ou qu'il demande la production d'analyse de laboratoire auprès du laboratoire d'Héma-Québec, du laboratoire du Centre de toxicologie du Québec ou du Laboratoire de santé publique du Québec;

3° le domaine imagerie médicale, pourvu que l'établissement pour lequel l'agence héberge des renseignements exploite un centre dans lequel est formé un département clinique de radiologie.

**17.** Un organisme peut se voir attribuer des autorisations d'accès lui permettant de recevoir communication des renseignements contenus dans les banques de renseignements de santé d'un domaine clinique que si un intervenant autorisé exerce ses fonctions au sein de celui-ci.

**18.** Les autorisations d'accès pouvant être attribuées aux organismes visés à la présente section le sont conformément aux conditions et modalités prévues par la Loi.

### SECTION III DURÉE D'UTILISATION

**19.** Les renseignements de santé contenus dans une banque de renseignements de santé d'un domaine clinique sont utilisés pendant une période de cinq ans à compter de leur réception par le gestionnaire opérationnel de cette banque de renseignements.

### SECTION IV ENTRÉE EN VIGUEUR

**20.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

## Index

Abréviations: **A**: Abrogé, **N**: Nouveau, **M**: Modifié

	<b>Page</b>	<b>Commentaires</b>
Autorisations d'accès et la durée d'utilisation des renseignements contenus dans une banque de renseignements de santé d'un domaine clinique . . . . . (Loi concernant le partage de certains renseignements de santé, chapitre P-9.0001)	445A	Projet
Partage de certains renseignements de santé, Loi concernant le... — Autorisations d'accès et la durée d'utilisation des renseignements contenus dans une banque de renseignements de santé d'un domaine clinique . . . . . (chapitre P-9.0001)	445A	Projet

